

Réponse de l'AFIEG à la Consultation publique du 27 mars 2019 n°2019-006 relative à la structure du prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTGAZ et TEREKA

Question 1 Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement ?

Oui

Question 2 Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?

Oui

Question 3 Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?

Oui

Question 4 Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

Oui

Question 5 Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Oui

Question 12 Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

Le transfert de capacités risque de réduire l'intérêt d'en souscrire et par conséquent de baisser le revenu du GRT. Par ailleurs, au niveau opérationnel, il est nécessaire de garder une dénomination en KWh volume et non pas en KWh capacité.

Question 16 Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Ok

Question 17 Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

Oui, mais la baisse du coefficient ne doit pas entraîner une incrémentation de congestions. Baisser le coefficient pourrait réduire le niveau de vigilance de certains clients.

Question 19 Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

L'AFIEG est défavorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités.

Le reversement de pénalités au CRPC va bénéficier à l'ensemble de consommateurs et pas seulement aux « bon élèves ». L'intérêt des pénalités est d'encourager un comportement responsable chez les consommateurs. De plus, il existe le risque de générer de fortes variations de tarif selon le montant perçu par concept de pénalisation.

Question 20 Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en œuvre de l'interruptibilité ?

L'AFIEG est défavorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court (IAPC).

Cette offre a été mise en place afin d'orienter les décisions d'investissement des CCCG et d'éviter un renforcement du réseau de GRTgaz, et a donc engendré des économies dans les coûts de réseau. Ces économies se matérialisant toujours aujourd'hui, il n'est pas légitime de revenir sur l'offre pour les CCCG qui les a permises.

Une telle suppression aurait pour effet une augmentation extrêmement importante des coûts fixes des centrales concernées. Alors que le bilan prévisionnel de RTE démontre les très faibles marges de manœuvre en matière de sécurité d'approvisionnement, nous alertons sur les conséquences d'une décision qui dégradera lourdement l'équilibre économique de moyens indispensables au système électrique français.

La suppression de l'IAPC conduirait également à renforcer le différentiel déjà existant de compétitivité des CCG françaises vis-à-vis de certains de ses voisins européens.

Il ne serait donc pas envisageable de prévoir cette suppression sans envisager de mesures compensatoires permettant de compenser les impacts économiques pour les CCG. Les dispositifs d'interruptibilité prévus par la loi Transition énergétique (LTECV) et par la loi Hydrocarbures ne sont pas encore mis en place ni même précisés à ce stade dans leurs modalités. Il n'y a aucune garantie quant à l'éligibilité des CCCG au dispositif ni a fortiori quant au niveau de rémunération correspondant. Dès lors, le fait que la suppression de l'IAPC soit envisagée en parallèle de la mise en œuvre de ces dispositifs ne permet pas de lever les réserves de l'AFIEG.

En revanche, l'AFIEG n'est pas opposée à ce qu'un chantier de réflexion sur les conditions d'interruption des CCCG bénéficiant de l'offre IAPC soit ouvert.

La CRE justifie en effet son souhait de supprimer l'IAPC par le fait que GRTgaz n'a jamais activé l'interruption des centrales. Ce constat appelle sans doute à une réflexion transverse sur l'articulation

de la sécurité d'approvisionnement en gaz et en électricité et sur le rôle particulier des CCCG à l'interface entre les deux. Un tel travail n'aurait pas de lien direct avec l'élaboration de l'ATRT 7 et pourrait donc être envisagé dans un calendrier qui ne soit pas contraint par l'échéance du 1^{er} avril 2020.

Question 22 Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

Oui

Question 23 Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

De manière générale, l'AFIEG n'est pas favorable à une extension de l'assiette de compensation stockage aux sites transport, et considère qu'une révision du périmètre des actifs de stockage régulés, en cohérence avec le dimensionnement retenu pour le critère de sécurité d'approvisionnement, serait un levier plus approprié pour faire baisser le coût du stockage de gaz pour les consommateurs.

Cette extension ne saurait s'appliquer sans compensation financière pour les CCG, au risque de mettre très fortement à mal l'équilibre économique des CCG, pourtant nécessaires dans le mix de production électrique.

Le dispositif d'interruptibilité relève du pouvoir réglementaire, et suppose d'être validé par la Commission européenne. La réforme ne saurait donc s'appliquer en l'état sans visibilité sur la mise en place effective et à temps du dispositif d'interruptibilité.

En tout état de cause, le dispositif d'interruptibilité qui pourrait être mis en place en contrepartie d'une exonération totale de la compensation stockage devra répondre à plusieurs conditions pour ne pas pénaliser les CCG :

- Il devra être accessible à tous les CCG (pour éviter ainsi toute discrimination entre CCG)
- Les cas d'interruption devront être limités, de sorte à éviter de fortes pertes d'opportunités pour les CCG sur le marché de l'énergie
- Le dispositif ne devra pas comporter de pénalités financières liées à des refus d'interruption du fait de RTE au motif de contraintes sur le système électrique

Question 24 Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

L'AFIEG est favorable à l'envoi d'un signal économique permettant d'optimiser la localisation des installations de production de biométhane. Ce signal économique doit rentrer dans l'assiette de recouvrement des coûts supportés par l'ensemble des consommateurs de gaz.

L'AFIEG relève que ces principes sont cohérents avec ceux ayant présidé à la mise en place de l'offre IAPC.